



Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Date de la contribution : 20/11/2023

Introduction

Le CEA travaille avec GRDF sur des sujets de R et D portant sur la transition énergétique et sur l'objectif de 100% de gaz vert à l'horizon 2050.



Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Question 2 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

Question 3 : Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

Question 4 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

Question 5 : Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Question 8 : Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif



ATRD7 ?

Question 10 : Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/- 2 % du plafond du facteur k ?

Question 11 : Avez-vous des remarques sur les évolutions envisagées du tarif ATRD6 des ELD, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1, et la prise en compte exceptionnelle de l'écart 2022 au 1er juillet 2024 ?

Question 12 : Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Question 13 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant les évolutions de la régulation incitative des coûts d'exploitation envisagées ?

Question 14 : Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

Question 15 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Energie de GRDF ?

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Question 17 : Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Question 19 : Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Question 20 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

Question 21 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?



Question 22 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du compte d'écart distribution (CED) ?

Question 23 : Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de consommation » ?

Question 24 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Il est important que le cadre de régulation puisse couvrir les axes de recherche au-delà des missions de sécurisation et d'exploitation des réseaux. Dans le cadre de la transition énergétique, il convient de développer des solutions technologiques novatrices pour produire du gaz vert à partir de biomasse, contribuant ainsi à une énergie plus propre et à la réduction des émissions de CO2. En particulier, le CEA recommande que les sujets ci-dessous puissent s'inscrire dans le cadre des missions de GRDF :

- Production de gaz verts par la méthanisation et des technologies alternatives (pyro-gazéification, gazéification hydrothermale...)
- Recherche sur des nouveaux intrants carbonés peu/pas valorisés par ailleurs
- Purification des gaz verts
- Hydrogène (sécurisation, détection, étude de la fragilisation des matériaux, gestion du risque)
- Détection des émissions furtives de biométhane
- Détection de capteurs (comptage en molécule, détection de fuite...)

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Le CEA est favorable à une régulation incitative qui a permis dans le cadre précédent de mener des actions prioritaires. Toutefois, il nous semble que les actions prioritaires mentionnées dans les éléments d'orientation pour l'ATRD7 (« sécurité des installations et d'exploitation du réseau ») ne semblent pas couvrir la totalité des actions essentielles et donc qu'il conviendrait de mener. En particulier, il nous semble important que le cadre incitatif permette l'émergence d'une filière complète de biogaz. Il est raisonnable de penser que le biométhane constitue le seul moyen de décarboner certains usages qui ne sont pas électrifiables.

Le CEA recommande donc d'intégrer les actions prioritaires suivantes :



La modélisation physique des réseaux ou le développement de jumeaux numériques. Une problématique particulière s'impose car les modèles de gestion des réseaux s'avèrent inefficaces pour tenir compte d'un nombre croissant de points d'injection et l'intégration de postes de rebours. **La modélisation physique des réseaux ou le développement de jumeaux numériques** de ces réseaux dans le cas de multiple points d'injections s'avère crucial pour envisager un fonctionnement avec 100% de gaz verts.

Détection de fuite de biométhane : La sécurisation du réseau doit permettre de détecter une fuite de biométhane, de façon aussi efficace que s'il s'agissait de méthane fossile. Cependant, contrairement à ce dernier, le biométhane ne comporte pas de trace d'éthane qui était la molécule chimique différenciant du méthane fossile origine. De nouveaux capteurs sont développés avec le CEA, permettant de différencier du Biométhane injecté dans le réseau et tout autre source de méthane (gaz de décomposition d'ordures ménagères par exemple). La sensibilité obtenue permettra aussi une plus grande efficacité pour localiser une éventuelle fuite du réseau.

La production de biométhane : elle nécessite aussi des intrants pour lesquels on peut s'attendre à ce qu'une compétition des usages s'opère, au fur et à mesure que les sources fossiles diminuent du fait de la transition énergétique. GRDF a donc un rôle essentiel **de faire émerger des nouvelles sources d'intrants** pour garantir un volume de production de gaz répondant aux besoins. Or, **les technologies de transformation de ces nouvelles sources** (liquéfaction hydrothermale, gazéification...), souvent plus pauvre en carbone que les sources traditionnelles, ne présentent pas une maturité suffisante pour permettre l'injection dans le réseau, ni en volume, ni en coût, sans un effort conséquent de R et D. Il est peu vraisemblable que ces coûts de R et D puissent être supportés par les acteurs actuels (producteurs agricole en majorité), ni même par des industriels du secteur. C'est donc un acteur ayant mission de service publique qui devrait permettre l'émergence de nouvelles sources carbonées et en faire bénéficier l'ensemble de la filière.

Des actions de R et D doivent également porter sur des **prétraitement d'intrants**, en particulier ceux disponibles dans les exploitations agricoles, mais indigestes pour les digesteurs actuels, tel les composés ligno cellulosiques (paille présente dans le fumier). Le but est d'étendre les sources d'intrants et de maîtriser les effets de concurrence entre les différents usages des biomasses. Des recherches sont actuellement menée sur une bactérie dont la particularité est de dégrader et de métaboliser les polysaccharides végétaux, notamment la cellulose, l'hémicellulose et la pectine. Il nous semble important que ce programme de recherche fondamentale puisse s'inscrire dans la durée afin que la bactérie, ou un consortium de bactéries, soit développée et que les souches puissent être améliorées dans la suite grâce à de l'engineering génomique par exemple. L'ensemble de la filière agricole serait gagnant par un élargissement de la famille d'intrants qu'elle pourrait utiliser.

Purification et qualité du biométhane : Une des difficultés qu'aura à gérer un filière gaz composé à 100% de biométhane portera sur la variabilité de la composition de ce gaz. Une proportion trop grande d'impureté ou des variations trop importantes, tel l'oxygène, pourraient s'avérer préjudiciable à certains usages industriels. Si des solutions de purification existent actuellement, leurs coûts s'avèrent prohibitifs pour pouvoir en équiper tous les méthaniseurs au point d'injection. GRDF nous semble donc légitime pour favoriser l'émergence des solutions d'épuration « low cost » qui n'existent pas encore et qui bénéficieront à l'ensemble de la filière. Cette problématique concerne l'ensemble des acteurs de la filière gaz, dont les producteurs, qui pourraient détourner de la filière si les investissements s'avèrent trop élevés financièrement. Si la technologie développée est globale, son implémentation ne pourra se faire qu'à un niveau local, et en cela, GRDF sera en position de fédérer les parties prenantes de la chaîne gazière.



La détection et l'éradication des fuites diffuses de méthane. Le développement de la filière biométhane ne pourra être efficace que si elle-même n'émet pas dans l'atmosphère du méthane, fut-il d'origine biogénique. La détection des émissions fugitives de méthane devra se faire au niveau des méthaniseurs. Le développement de réseaux de capteurs s'avère de ce fait, un axe de recherche prioritaire.

La préparation de l'introduction de l'hydrogène dans les réseaux. L'introduction de ce gaz dans le réseau ouvre un champ important de travaux de recherche pour arriver en quelques années à une maîtrise de risque comparable à celle acquise par les acteurs gaziers durant plusieurs décennies avec le méthane. En particulier, un travail de R et D devra être mené dans le domaine de la science des matériaux pour une meilleure compréhension de la **fragilisation des métaux par hydrogène** ou de phénomène de perméation dans les polymères. De **nouveaux capteurs permettant la détection de l'hydrogène** devront aussi être développés car, contrairement aux alcanes, l'hydrogène n'absorbe ni n'émet dans l'infrarouge.

Question 27 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ? Avez-vous des remarques sur sa mise en œuvre (méthode, progressivité, etc.) ?

Question 28 : Considérez-vous que le changement de méthode d'amortissement apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ?

Question 29 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de la réduction de la durée d'amortissement pour répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement ?

Question 30 : Considérez-vous souhaitable de mettre en œuvre dès maintenant ces évolutions ?

Question 31 : Avez-vous d'autres suggestions concernant la répartition dans le temps des charges de capital, dans l'objectif de répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement de gaz ?

Question 32 : Êtes-vous favorable aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 33 : Êtes-vous favorable à la reconduction le cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6 ?

Niveau tarifaire

Question 34 : Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

Il nous semble que l'émergence des futurs réseaux de distribution de gaz devraient davantage prendre en amont la problématique de production de biométhane et les problématiques associées (purification, modélisation de réseaux avec nombreux points d'injection et variations saisonnière, technologies de production, élargissement des sources d'intrant, détection et gestion de fuite)



Question 35 : Avez-vous des observations concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7 ?

Question 36 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

Question 37 : Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

Question 38 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF ?

Question 39 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Question 40 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés envisagées par la CRE ?

Question 41 : Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

Question 42 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Structure tarifaire

Question 43 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

Question 44 : Partagez-vous les enjeux identifiés concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution ?

Question 45 : Avez-vous des remarques concernant le niveau de seuil proposé par GRDF, afin de ne pas viser l'ensemble des clients par l'introduction d'un terme de débit ?

Question 46 : Est-ce que l'introduction du terme de débit tel que proposé vous semble une solution adaptée pour répondre aux enjeux identifiés pour la prochaine période tarifaire ?

Question 47 : Avez-vous des remarques sur la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE correspondant à l'introduction d'un terme de débit ?

Question 48 : Partagez-vous la position de la CRE sur l'opportunité d'un changement de seuil T2/T3 ?

Question 49 : En cas d'introduction d'un changement de seuil entre options T2 et T3, êtes-vous favorable à la fixation du nouveau seuil à 100 MWh ? Un autre niveau de seuil, tel que 50 MWh, vous paraît-il plus pertinent ?

Question 50 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre



options tarifaires T2 et T3 et celle entre les profils et la fréquence de relève doit être recherchée, en cas d'introduction d'un changement de seuil ?

Question 51 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

Question 52 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection ?

Question 53 : Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 54 : Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

Question 55 : Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

Question 56 : Êtes-vous favorable au principe de reversement du timbre d'injection ?

Question 57 : Êtes-vous favorable au calendrier envisagé par le CRE pour la mise en œuvre des évolutions de structure du tarif de distribution ?

Question 58 : Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Question 59 : Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?

Favorable